



# Le Mini Coquelicot

Lettre mensuelle d'information de la section syndicale CGT



Août 2016

## Rapport du cabinet d'expertise comptable ACEE sur l'examen de la situation économique et financière et de la politique sociale 2015 : **déclaration faite en réunion CE du 27 juillet par les élus Intersyndicale**

Depuis plusieurs mois et dans les différentes instances, l'Intersyndicale dénonce et s'inquiète des mesures drastiques décidées par la direction et les actionnaires prises à l'encontre des salariés français. Ces mesures se traduisent par **des licenciements et des ruptures conventionnelles forcées dont le but est de servir les objectifs financiers de nos investisseurs**. A ce sujet, la direction tient un double langage en matière de rupture conventionnelle, puisqu'elle déclare, à qui veut l'entendre, que « la rupture conventionnelle est un motif de fin de contrat qui doit rester exceptionnel et ne rentre pas dans la politique de la société » ! Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais pourrait-on en conclure !

A ce titre les organisations syndicales CFTD et CGT se sont adressées à M. Lazzari sur ce constat qui reste pour nous **un plan social déguisé mais non assumé**. **La direction réfute le terme de "plan social", et elle a raison : comment pourrait-elle en effet le justifier avec la performance économique affichée par Axway ?** De plus, la direction serait contrainte de négocier avec les OS les modalités de ce plan comme le prévoit la législation (obligation de reclassement, priorisation des départs, indemnités, formation, etc ...) qui pourraient lui coûter très cher, financièrement, socialement et en terme d'image.

Le bilan social, le rapport du cabinet ACEE (l'expert du CE) ainsi que l'information sur les effectifs confirment nos affirmations et nos craintes sur le sujet. **Nous nous étonnons par ailleurs du silence "radio" de l'équipe majoritaire au CE** : pas un seul point sur le sujet mis à l'ordre du jour des derniers CE, aucune alertes à notre connaissance auprès du Conseil d'Administration, et rien non plus dans leur communications sauf la demande de distribution d'action gratuite certainement plus importante que la sauvegarde des emplois en France.

Il serait vain de penser que cette hémorragie pourrait s'arrêter là. Aucun démenagement où que ce soit, aucun nouveau plan « We are Axwegians » ou de belles paroles présidentielles seront de nature à protéger nos emplois. **Les salariés ne doivent pas s'y tromper ; ça n'arrive pas qu'aux autres.**

## Axway, c'est pas du cinéma !

Connaissez-vous la société *Axway Info Systems* spécialisée dans l'industrie du cinéma et basée à Chennai, en Inde ? Aucun rapport avec l'Axway que nous connaissons bien, sauf peut-être au niveau du logo :



A moins que nos actionnaires aient décidé de se diversifier et d'investir dans un secteur porteur ...

*Merci au collègue qui nous a fait parvenir cette curiosité ! Il gagne un abonnement gratuit au Mini Coquelicot CGT !*

<http://axwayinfosystems.com/default.aspx#>

**C'est bien connu, en août, la France vit au ralenti et il est extrêmement compliqué, par exemple, de trouver un plombier ou un dentiste !**

**ET c'est aussi en août que, parfois, les mauvaises nouvelles tombent et les mauvais coups pleuvent !**

**A la CGT, été ou pas, vous trouverez toujours un élu pour vous aider en cas de besoin. N'hésitez pas à faire appel à nous !**

## SONDAGE « Tour W : souhaitez-vous continuer à disposer de vos tickets restaurant ? »

Au 29 juillet, vous étiez **104** à avoir répondu au sondage lancé le 5 juillet par les élus de l'Intersyndicale. Ce résultat et les nombreux commentaires que vous avez posté sur [Jive](#) prouvent votre intérêt pour le sujet. Le sondage reste ouvert jusqu'en septembre, n'hésitez pas à motiver autour de vous pour y participer. Sans préjuger du choix qui sera opéré par la direction, votre mobilisation devra compter.

Retrouvez [La CGT Axway](#) sur JIVE le réseau social d'Axway

Retrouvez nos articles sur <http://axway.reference-syndicale.fr/>

**Le 4 OCTOBRE 1<sup>er</sup> TOUR DES ELECTIONS CE/DP  
MEFIEZ-VOUS DES IMITATIONS, CHOISISSEZ  
LA CGT ET L'INTERSYNDICALE !**



Le Mini Coquelicot Section syndicale CGT d'Axway, 26 rue des Pavillons 92807 Puteaux cedex  
Tel : 06.83.49.92.24 / 01.47.17.27.64

[lacgt.axway@free.fr](mailto:lacgt.axway@free.fr) / <http://axway.reference-syndicale.fr/>

## LOI TRAVAIL : Troisième 49.3 pour une adoption aux « forceps » !

Après un retour express au sénat le 19 juillet, le projet est retourné à l'assemblée pour clôturer un processus parlementaire sans débat. Sans surprise, le premier ministre a utilisé pour la troisième fois le 49.3.

Sondages après sondages, le rejet de cette loi régressive est massif et sans appel.

Dernier en date, le sondage Odoxa-FTI paru le 18 juillet, relève que 7 français sur 10 sont « mécontents de l'adoption définitive du projet de loi travail » et plus de la moitié d'entre eux « souhaite que les manifestations contre le texte se poursuivent ».

Dès le début le gouvernement a fait le choix de ne pas tenir compte des réelles attentes et besoins des salarié-es, et plus globalement de l'intérêt général.

Faisant fausse route dès le départ, il n'a eu de cesse de refuser le dialogue avec les organisations syndicales opposées au texte, ou encore de débattre avec les représentants élus de l'assemblée nationale.

Ce gouvernement n'a pas plus écouté celles et ceux qui se sont mobilisés, exprimés contre ce projet. Manifestations, grèves, blocages, pétitions, votations citoyennes, ont été menés et organisés de manière exemplaire, avec détermination et dans un objectif constructif.

Opposés à cette réforme régressive mais favorables à un réel projet social, un code du travail du XXIème siècle, la CGT continuera à mener cette bataille autant légitime que nécessaire. Le gouvernement a perdu la bataille idéologique, a perdu tout crédit vis-à-vis de la population, et de surcroît a entamé les valeurs de notre République.

Notre responsabilité est bien de continuer à rassembler, à organiser, à impulser toute la force nécessaire pour en finir avec les régressions sociales et pour gagner de nouveaux droits.

C'est ce à quoi s'emploiera la CGT durant tout l'été en allant à la rencontre des salarié-e-s comme des vacancier-e-s et en proposant l'envoi au président de la République de cartes postales pour lui assurer qu'ils seront toujours mobilisés à la rentrée.

**Rendez-vous le 15 septembre, pour la journée d'action interprofessionnelle décidée par l'intersyndicale.**



### Rapport de l'IGAS sur les 35 heures La transparence est gage de démocratie

Ainsi donc, la censure fait son retour dans les hautes sphères de l'administration ! Le rapport de l'IGAS consacré aux politiques d'aménagement et de réduction du temps de travail dans la lutte contre le chômage vient de faire l'objet d'une décision inique : le directeur de l'IGAS a décidé qu'il ne doit pas être transmis au gouvernement.

**Que lui reproche-t-on ?** Probablement de ne pas se couler dans le discours récurrent qui fait des 35h la cause de tous les maux de notre économie ! Au contraire **le rapport, à la suite du rapport parlementaire rendu fin 2015, démontre que 350.000 emplois ont été créés entre 1998 et 2002 grâce aux 35h**, ce qui justifie une nouvelle réduction du temps de travail pour créer davantage d'emplois. La CGT a initié depuis de nombreux mois une campagne pour une réduction du temps de travail à 32h. Elle se félicite de voir cette proposition portée au-delà du champ militant et confirme que cette perspective est soutenue par les salarié-e-s, comme l'a démontré en maintes occasions la mobilisation contre la loi travail et pour un code du travail du XXIe siècle.

La censure décidée par le directeur de l'IGAS est inadmissible ; elle pose aussi la question de l'évaluation des politiques publiques, de sa forme, de son contenu et de son sens. Doit-elle servir à justifier des choix politiques déjà opérés, ou poser sereinement l'appréciation et la mesure des politiques menées pour fixer de nouvelles perspectives, comme l'a récemment proposé un avis du CESE ? Pour la CGT, la réponse est vite trouvée : une évaluation impartiale et une diffusion fidèle de ses résultats sont indispensables pour restaurer la confiance dans la démocratie.

**Plus que jamais la réduction du temps de travail et une modification radicale des politiques publiques est à l'ordre du jour !**

